ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου **1948** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | *Ἀριθμὸς φύλλου* **254**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ἀναγκαστικοὶ Νόμοι

Α. Ν. 806. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 14 Νοεμβρίου 1947 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Δανίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας..... 1

Α. Ν. 810. Περὶ συγκεντρώσεως φορολογικῶν στοιχείων. 2

Α. Ν. 811. Περὶ παρατάσεως τῆς λειτουργίας τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς. 3

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 806.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 14 Νοεμβρίου 1947 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Δανίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 22ας Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 14ην Νοεμβρίου 1947 συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Δανίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 14 Νοεμβρίου 1947 Συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Δανίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας, ἧς τὸ κείμενον, ὡς καὶ τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος, ἔπονται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ἄνω Συμφωνίας ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 14ης Νοεμβρίου 1947, ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 αὐτῆς ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Π.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη
Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΙΩ. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΝ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK RELATIF À L'EXPLOITATION DE LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE REGULIÈRE.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal de Danemark désireux de conclure un Accord aux fins de l'installation de communications aériennes directes le plus tôt possible entre le Danemark et la Grèce ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires qui sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits, spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement des routes civiles internationales et des services énumérés à cette Annexe. Ces services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

1. Chacun des services spécifiés à l'Annexe ci-jointe pourra être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante qui, en vertu de l'Article 1 aura le droit de désigner une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter la route en question, aura pris cette mesure, et la Partie Contractante accordant ce droit sera obligée, sous réserve du paragraphe (2) du présent Article et de l'Article 6 ci-après, d'accorder sans délai l'autorisation voulue à l'entreprise ou aux entreprises intéressées.

2. (a) Les entreprises désignées pourront être appelées, avant d'être autorisées à inaugurer les services visés par le présent Accord, à justifier les qualités requises devant les Autorités Aéronautiques compétentes du Pays qui aura accordé les droits mentionnés, selon les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités pour l'exploitation de routes civiles internationales par des entreprises commerciales de navigation aérienne.

b) Dans les régions d'occupation militaires ou dans les zones affectées par celle-ci, l'inauguration de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

Article 3.

Pour éviter les discriminations et pour assurer un traitement uniforme, il est convenue que:

a) Les deux Parties Contractantes pourront imposer ou permettre que soient imposés des droits justes et raisonables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient, cependant que ces droits ne seront pas plus élevés que ceux qui seraient payés pour l'utilisation d'aéroports et d'installations de ce genre par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux semblables.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par l'autre Partie Contractante, ou par ses ressortissants, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière recevront le traitement national et celui de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane. de frais d'inspection ou autres taxes nationales par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation.

c) Les aéronefs opérant sur les routes désignées et approuvées par le présent Accord, les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services décrits à l'Annexe seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci exermts de droit de douane, frais d'ispection ou autres droits similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services décrits à l'annexe. Cependant , chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés à ses propres ressortissants par un autre état.

Article 5.

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée et la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation internationale, ou l'exploitation et la navigation desdits aéronefs pendant leur séjour sur son territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'autre Partie Contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

b) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant, sur son territoire, l'entrée ou la sortie par aéronef des passagers, des équipages ou des marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront observés par ces passagers, équipages ou marchandises soit par eux-mêmes, soit par un tiers pour leur compte, à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser un certificat ou un permis à une entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante, ou de révoquer un tel certificat ou permis, chaque fois qu'elle n'est pas convaincue qu'une part importante de propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'autre Partie Contractante, ou chaque fois qu'une entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois de l'Etat survolé, comme il est indiqué à l'Article 5 ci-dessus ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Article 7.

Le présent Accord et tous les contrats qui en découleront seront déposés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944.

Article 8.

Au cas où l'une des deux Parties Contractantes jugerait désirable de modifier n'importe quelle disposition ou des dispositions de l'Annexe au présent Accord ces modifications pourront être réalisées par un accord direct entre les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 9.

Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord ou de son Annexe sera soumis à la décision du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, excepté si les Parties Contractantes s'entendent pour que le différend soit réglé par la voie de l'arbitrage en le soumettant à un Tribunal Arbitral désigné d'un commun accord entre les deux Parties Contractantes. Les deux Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la décision de l'Organisation ou la sentence rendue par le tribunal Arbitral.

Article 10.

Dans le cas de la mise en vigueur d'une Convention multiratérale relative à l'aviation civile internationale, acceptée par les deux Parties Contractantes, le présent Accord sera amendé de manière à se conformer aux dispositions de ladite Convention.

Article 11.

Chacune des Parties Contractantes pourra à tout moment dénoncer le présent Accord. Dans ce cas le présent Accord cessera d'être en vigueur douze mois après la date de la réception de la dénonciation par l'autre Partie Contractante, excepté si cette dénonciation est retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette dernière période.

Article 12.

Les dispositions du présent Accord seront mises en vigueur au jour de sa signature.

Le Gouvernement Royal Hellénique communiquera au Gouvernement Royal de Danemark la ratification de l'Accord par le Parlement Hellénique et le Gouvernement Royal de Danemark considérera cet Accord comme définitif à partir de la date de la communication du Gouvernement Royal Hellénique.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 14 novembre 1947, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique
C. TSALDARIS

Pour le Gouvernement Royal de Danemark
H. DE WICHFELD

ANNEXE

1. Les entreprises helléniques de transport aérien autorisées en vertu du présent Accord jouiront du droit de traverser le territoire danois sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non-commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier à Copenhague sur la ou les routes suivantes:

GRECE (Athènes)-via pays intermédiaires- Danemark (Copenhague), dans les deux sens;

GRECE (Athènes)-via pays intermédiaires- Danemark (Copenhague), et pays au-delà, dans les deux sens.

2. Les entreprises danoises de transport aérien autorisées en vertu du présent Accord jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non-commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier à Athènes sur la ou les routes suivantes:

DANEMARK (Copenhague)-via pays intermédiaires- Grèce (Athènes), dans les deux sens;

DANEMARK (Copenhague)-via pays intermédiaires- Grèce (Athènes) et pays au-delà, dans les deux sens.

3. Pour l'établissement et l'exploitation des services aériens faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe, seront appliqués les principes suivants:

a) qu'il est désirable de stimuler et d'encourager le plus largement possible la diffusion des avantages du voyage aérien pour le bien-être général de l'humanité par des tarifs aussi bas que possible et compatibles avec des principes économiques sains, et d'encourager également le voyage aérien comme moyen de développement de l'entente amicale et de la bonne volonté entre les peuples et d'assurer en même temps le grand nombre d'avantages indirects de ce nouveau moyen de transport à la prospérité commune des deux pays;

b) que les facilités du transport aérien mis à la disposition du public voyageant doivent se tenir en relations étroites aux nécessités du public pour de tels transports;

c) qu'une opportunité favorable et égale pour les entreprises des deux nations doit exister pour qu'elles desservent n'importe quelle route ou routes entre leurs territoires respectives et faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe;

d) que pour l'exploitation par les entreprises aériennes des deux Parties Contractantes des services long-courrier décrits à l'Annexe au présent Accord, les intérêts des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante seront pris en considération de manière à ne pas affecter indûment les services que cette dernière dessert partiellement ou entièrement sur les mêmes routes;

e) qu'il est convenu entre les deux Parties Contractantes que les services offerts par une entreprise aérienne désignée en vertu du présent Accord et de son Annexe, auront comme objectif initial de disposer de la capacité adéquate aux nécessités du trafic entre le pays, dont l'entreprise en question possède la nationalité, et le pays de destination définitive du trafic.

Le droit d'embarquer et de débarquer sur ces lignes du trafic international à destination de ou en provenance de pays tiers, sur un point ou des points des routes faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les deux Parties Contractantes, et sera sujet aux principes généraux d'adaptation de la capacité:

a) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

b) aux exigences d'exploitation des services long-courriers;

c) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

5. L'itinéraire des lignes, les points entre lesquels les frontières devront être franchies et les aérodromes douaniers seront fixés par chaque des administrations Aéronautiques compétentes et communiqués à l'autre administration Aéronautique le plus tôt possible.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ ΠΕΡΙ ΕΚΜΕΤΑΛΛΕΥΣΕΩΣ ΤΑΚΤΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩΝ ΕΝΑΕΡΙΟΥ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΣ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Δανίας ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐγκαταστάσεως ἀπ' εὐθείας ἐναερίων συγκοινωνιῶν τὸ ταχύτερον δυνατὸν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Δανίας ὥρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνωμολόγησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος χορηγεῖ εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ ἀπαριθμουμένων διεθνῶν ἐναερίων ὁδῶν καὶ γραμμῶν. Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνανται νὰ τεθῶσι ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2,.

1) Ἑκάστη τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζομένων γραμμῶν θὰ δύναται νὰ τεθῇ εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 θὰ δικαιοῦται νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας ἀεροπορικὰς ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς ἐν λόγῳ ὁδοῦ θὰ ἔχῃ λάβει τὸ μέτρον τοῦτο καὶ τὸ ἐκχωροῦν τὸ δικαίωμα τοῦτο συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ὑποχρεοῦται ,ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τοῦ ἀκολούθου ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ ἄνευ ἀναβολῆς τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας Ἐπιχειρήσεις.

2 (α) Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ ὑποχρεωθῶσιν, πρὶν ἢ ἐπιτραπῇ εἰς ταύτας νὰ θέσωσιν ἐν λειτουργίᾳ τὰς διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένας γραμμάς, ὅπως παρέχωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τῆς Χώρας τῆς χορηγούσης τὰ ἐν λόγῳ δικαιώματα, ἀποδείξεις τῶν ἀπαιτουμένων προσόντων συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐφαρμοζομένους κατὰ κανόνα ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τούτων διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτικῶν ὁδῶν ὑπὸ ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροναυτιλίας.

(β) Εἰς περιοχὰς στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ζώνας ἐπηρεαζομένας ἐκ ταύτης ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν διακρίσεων καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι :

(α) Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ ἐπιβάλουν ἢ νὰ ἐπιτρέψωσι νὰ ἐπιβληθῶσι δίκαια καὶ λογικὰ τέλη διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσεων. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ, οὐχ' ἧττον ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τέλη ἅτινα θέλει ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἐπιβάλλει ἢ ἐπιτρέψει νὰ ἐπιβληθῶσι διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων τοῦ εἴδους τούτου ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν ἀεροσκαφῶν του τῶν χρησιμοποιουμένων δι' ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

(β) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενοα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ τῶν ὑπηκόων του, καὶ τὰ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ τελευταίου τούτου, θὰ τυγχάνουν τῆς Ἐθνικῆς ρήτρας καὶ τῆς τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιβολὴν Τελωνειακοῦ δασμοῦ, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων Ἐθνικῶν τελῶν ὑπὸ τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγή.

(γ) Τὰ ἐπὶ τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁρισθησομένων καὶ ἐνκεκριμένων ὁδῶν κυκλοφοροῦντα ἀεροσκάφη ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια ἀεροσκάφους τὰ παραμένοντα ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐπιχειρήσεων ἐναερίων μεταφορῶν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλλευθοῦν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζομένας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσονται κατὰ τὴν ἄφιξιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τούτου, τῶν Τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκωνται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκε.αν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος ὡς καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι ὑφ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀναγνωρίζωνται ὡς ἔγκυρα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὸν σκοπὸν τῆς λειτουργίας τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει οὐχ' ἧττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ν' ἀναγνωρίσῃ διὰ τὸν σκοπὸν τῆς πτήσεως ὑπερθεν τοῦ ἰδίου ἐδάφους, τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγειθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 5.

(α) Οἱ Νόμοι καὶ οἱ Κανονισμοὶ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους οἱ διέποντες τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἀεροσκαφῶν, ἐκτελούντων διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν ἀεροπλοΐαν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του θὰ ἐφαρμόζονται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, τὰ δὲ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη θὰ συμμορφοῦνται πρὸς τούτους κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

(β) Οἱ Νόμοι καὶ οἱ Κανονισμοὶ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος του, τὴν εἴσοδον ἢ τὴν ἔξοδον, ἐπιβατῶν πληρωμάτων ἢ φορτώσεων ἀεροσκαφῶν ὡς οἱ ἐφαρμοζόμενοι διὰ τὴν εἴσοδον ,ἐλευθέραν ἐπικοινωνίαν ,μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ Τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρσιν, θὰ τηρῶνται ὑπὸ ἢ ἐξ ὀνόματος τοιούτων ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ φορτίων κατὰ τὴν ἄφιξιν, ἀναχώρησιν καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται ἢ νὰ ἀνακαλῇ πιστοποιητικὸν ἢ ἄδειαν ἐπιχειρήσεως ἐναερίων μεταφορῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν πείθεται ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἐπιχείρησις ἐναερίων μεταφορῶν δὲν συμμορφώνεται πρὸς τοὺς Νόμους τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται, ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5, ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῇ ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ συμβάσεις αἵτινες θὰ ἀπορρέουν ἐκ ταύτης, θέλουσι καταχωρηθῆ παρὰ τῇ Ὀργανώσει Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἱδρυθεῖσαν διὰ τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944 ἐν Σικάγῳ.

Ἄρθρον 8.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἕν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν τῶν ὁδῶν ἢ τῶν διατάξεων τοῦ συνημμένου Παραρτήματος, δύναται νὰ αἰτήσῃ ὅπως αἱ τροποποιήσεις αὗται γίνωσιν ἀντικείμενον συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, θὰ ὑποβάλλεται πρὸς ἀπόφασιν εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ἱδρυθείσης διὰ τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τῇ 7ῃ Δεκεμβρίου 1944 ἐκτὸς ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅπως ἡ διαφορὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς διαιτησίας ὑποβάλλοντα ταύτην εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον ὁριζόμενον διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἀπόφασιν τῆς Ὀργανώσεως ἢ τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 10.

Ἐν ἢ περιπτώσει ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύϊ πολυμερὴς Σύμβασις περὶ διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἣν ἤθελον ἀποδεχθῇ τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη, ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τροποποιηθῇ εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμόζηται πρὸ τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 11.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παύσῃ ἰσχύουσα δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελείας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία ἤθελεν ἀποσυρθῇ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς τελευταίας ταύτης περιόδου.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θ' ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Δανίας τὴν κύρωσιν τῆς Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Δανίας θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 14ῃ Νοεμβρίου 1947.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Δανίας
H. DE WICHFELD

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Αἱ Ἑλληνικαὶ ἐπιχειρήσεις ἐναερίου μεταφορᾶς, ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Δανικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Κοπεγχάγην εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς :

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι)—μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν –Δανία (Κοπεχάγη), πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι)—μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν. –Δανία (Κοπεγχάγη) καὶ Χώρας πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

2. Αἱ Δανικαὶ ἐπιχειρήσεις ἐναερίου μεταφορᾶς ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Ἀθήνας εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς:

Δανία (Κοπεγχάγη)—μέσῳ ἐνδιαμέσων χωρῶν = Ἑλλὰς (Ἀθῆναι) πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΔΑΝΙΑ (Κοπεγχάγη)—μέσῳ ἐνδιαμέσου Χωρῶν –Ἑλλὰς (Ἀθῆναι) καὶ Χῶραι πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

3. Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ τοῦ Παραρτήματός της θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ ἀκόλουθοι ἀρχαί :

α') Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ ἐνισχυθῇ καὶ νὰ ἐνθαρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διάδοσις τῶν πλεονεκτημάτων τοῦ ἐναερίου ταξειδίου ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος μὲ τὰς εὐθυνοτέρας δυνατὰς τιμάς, τὰς συμβιβαζομένας μὲ ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρυνθῇ ἐπίσης τὸ ἐναέριον ταξείδιον ὡς μέσον προαγωγῆς τῆς φιλικῆς κατανοήσεως ἐξασφαλίσεως τῶν ἐμμέσων ὠφελημάτων τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

β') Ὅτι αἱ διατιθέμεναι εἰς τὸ ταξειδεῦον κοινὸν εὐκολίαι ἐναερίων μεταφορῶν δέον νὰ εὑρίσκωνται εἰς στενὴν ἀναλογίαν μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ διὰ τὴν τοιαύτην μεταφοράν.

γ') Ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται εὐνοϊκὴ καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν νὰ ἐξυπηρετοῦν οἱανδήποτε ὁδὸν ἢ ὁδοὺς μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐδαφῶν των τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματι της

δ') Ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὑπὸ τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν τῶν Διαβατικῶν Γραμμῶν, τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ τὰς ὁποίας ἡ τελευταία αὕτη ἐξυπηρετεῖ ἐπὶ μέρους ἢ ὁλοκλήρου τῶν αὐτῶν διαδρομῶν.

ε') Ὅτι τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως αἱ ὑπὸ ἐναερίου ἐπιχειρήσεως, ὁρισθησομένης δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι θὰ ἔχωσι ὡς πρώτιστον σκοπὸν αὐτῶν νὰ διαθέτωσι τὴν κατάλληλον χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας, ἧς ἡ ἐν λόγῳ ἐπιχείρησις κατέχει τὴν Ἐθνικότητα καὶ τῆς Χώρας τελικοῦ προορισμοῦ τῆς Γραμμῆς:

4. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τούτων διεθνοῦς ἐμπορικοῦ φορτίου προορίζομένου διὰ ἢ προερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν εἰς σημεῖον ἢ σημεῖα ἐπὶ τῶν διαδρομῶν τῶν καθοριζομένων τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της, θὰ ἐφαρμόζεται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως αὐτῶν, πρὸς τὰς ὁποίας ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα Μέρη προσχωροῦν καὶ θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς γενικὰς ἀρχὰς ὅτι ἡ χωρητικότης δέον νὰ εἶναι ἀνάλογος :

α') Πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ Χώρας προελεύσεως καὶ τῆς Χώρας προορισμοῦ.

β') Πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως διαβατικῶν γραμμῶν.

γ') Πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν περιοχῶν δι' ὧν διέρχεται ἡ ἀεροπορικὴ γραμμή, ἀφοῦ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν αἱ τοπικαὶ καὶ περιοχικαὶ γραμμαί.

5. Τὸ δρομολόγιον τῶν γραμμῶν, τὰ σημεῖα μεταξὺ τῶν ὁποίων θὰ δύναται νὰ γίνῃ ἡ διοδος τῶν συνόρων καὶ τὰ τελωνειακὰ ἀεροδρόμια θὰ ὁρισθῶσι παρ' ἑκάστης τῶν ἁρμοδίων ἀεροπορικῶν Διοικήσεων καὶ θὰ γνωστοποιηθῶσι τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς τὴν ἑτέραν Ἀεροπορικὴν Διοίκησιν

(2)

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 810.

Περὶ συγκεντρώσεως φορολογικῶν στοιχείων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψει τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 27 Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκ. Νόμου «περὶ συγκεντρώσεως φορολογικῶν στοιχείων», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Οἱ ὑποκείμενοι εἰς τὸν φόρον ἐπιτηδεύματος ἢ εἰς τὸν φόρον Δ' Κατηγορίας τῶν καθαρῶν προσόδων, ἀδιαφόρως τῆς κατηγορίας τηρήσεως βιβλίων, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι κατεταγμένοι, διαθέτοντες τὰ ἐμπορεύματα ἢ προϊόντα των χονδρικῶς, ὑποχρεοῦνται ὅπως ἀποστέλλωσιν εἰς τὸν ἁρμόδιον Οἰκονομικὸν Ἔφορον ἀντίγραφον τιμολογίων πωλήσεως ἢ ἕτερα στοιχεῖα ἐμφαίνοντα τὸ ὀνοματεπώνυμον, τὴν διεύθυνσιν καὶ τὸ ἐπάγγελμα τῶν ἀγοραστῶν καθὼς καὶ τὴν ἀξίαν τῶν ὑφ' ἑκάστου ἀγορασθέντων ἀγαθῶν ἀπὸ 1 Ἀπριλίου 1948 καὶ ἐφεξῆς.

Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν ὁρίζονται εἰδικώτερον τὰ στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα δέον νὰ ὑποβάλλωσιν οἱ ὑπόχρεοι, ὁ χρόνος ὑποβολῆς των, ὁ ἁρμόδιος οἰκονομικὸς Ἔφορος καὶ ἐν γένει οἱαδήποτε λεπτομέρεια.

2. Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου ἐφαρμόζονται ἀναλόγως καὶ εἰς τὰς ἑξῆς περιπτώσεις : α') ἐπὶ τῶν ἀντιπροσώπων ξένων οἴκων καὶ τῶν παραγγελιοδόχων, ὅσον ἀφορᾷ τὰς πραγματοποιηθείσας παραγγελίας, β') ἐπὶ τῶν ἐμπόρων κλπ. ὅσον ἀφορᾷ τὰς πραγματοποιηθείσας πωλήσεις διὰ λογαριασμὸν τρίτων, γ) ἐπὶ τῶν βιομηχανικῶν καὶ βιοτεχνικῶν ἐπιχειρήσεων, ὅσον ἀφορᾷ τὰς πραγματοποιηθείσας βιομηχανοποιήσεις καὶ ἐν γένει ἐπεξεργασίας πρώτων ὑλῶν διὰ λογαριασμὸν τρίτων καὶ δ') ἐπὶ τῶν φυλασσόντων εἰς ἰδίας ἀποθήκας ἀγαθὰ διὰ λογαριασμὸν τρίτων δι' ἀποθήκευσιν, ἐνέχυρον κλπ.

3. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν δύναται νὰ ὁρίζωνται ἄλλως τὰ τῆς τηρήσεως καὶ ἀποστολῆς εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον στοιχείων ὑπὸ τῶν μεταφορικῶν ἐπιχειρήσεων ὡς καὶ ὑπὸ τῶν ἐπιχειρήσεων, αἵτινες διαθέτουσι ψυγεῖα, περὶ ὧν προβλέπουσιν αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Ν. Διατάγματος 578)1948 «περὶ τηρήσεως βιβλίων ὑπὸ τῶν ἐπιτηδευματιῶν».

Ἄρθρον 2.

1. Ἐπὶ μεταφορᾶς ἀγαθῶν ἐνεργουμένης διὰ μεμονωμένου αὐτοκινήτου ὁ ὁδηγὸς αὐτοῦ ἐκδίδει τὴν κατὰ τὸ ἄρθρον 7 τοῦ Ν. Διατάγματος 578)1948 φορτωτικὴν θεωρουμένην ἀπαραιτήτως, εἰς ὅλα τὰ ἀντίτυπα αὐτῆς, ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐφόρου ἢ τοῦ κατ' ἐξουσιοδότησίν του ὁρισθέντος ἀστυνομικοῦ σταθμάρχου, σιδηροδρομικοῦ σταθμάρχου, σταθμάρχου αὐτοκινήτων, πράκτορος μεταφορῶν, προϊσταμένου τοῦ ταχυδρομικοῦ γραφείου, ἢ προέδρου ἢ γραμματέως τῆς Κοινότητος ἢ ἑτέρου κατὰ τὴν κρίσιν του ἐνδεδειγμένου προσώπου εἰς ὃ παραδίδεται καὶ τὸ διὰ τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον προοριζόμενον ἀντίτυπον τῆς φορτωτικῆς.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν ὁρίζονται τὰ τῆς θεωρήσεως τῶν φορτωτικῶν, τὰ τῆς ἀμοιβῆς τοῦ κατ' ἐξουσιοδότησιν θεωροῦντος καὶ ἐν γένει πᾶσα λεπτομέρεια.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ἀναλόγως καὶ ἐπὶ τῶν λοιπῶν μεταφορικῶν μέσων ἐφ' ὅσον αἱ διαθέτουσαι ταῦτα ἐπιχειρήσεις δὲν ἔχουσιν ὑποκατάστημα, γραφεῖον ἢ πράκτορα εἰς τὴν πόλιν ἢ τὸ χωρίον ἔνθα γίνεται ἡ φόρτωσις.

4. Προκειμένου περὶ μεταφορῶν δι' αὐτοκινήτου ὁ Οἰκονομικὸς Ἔφορος ἢ ὁ ὑπ' αὐτοῦ ἐξουσιοδοτημένος δημόσιος ὑπάλληλος ἢ ὑπάλληλος νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ἢ ὑπάλληλος ΣΕΚ, ΣΠΑΠ, ΥΕΚΑ, δικαιοῦται νὰ ἐνεργήσῃ καθ' ὁδὸν ἔλεγχον τῶν ὑποχρέων, διὰ τὴν διαπίστωσιν τῆς ἐκδόσεως φορτωτικῶν μὲ πλήρη καὶ ἀκριβῆ στοιχεῖα.

Ἄρθρον 3.

1. Προκειμένου περὶ ἀγαθῶν ἀγοραζομένων χονδρικῶς ἐκ τῶν παραγόντων αὐτὰ γεωργῶν, κτηνοτρόφων, ἁλιέων ἐκμεταλλευτῶν δασῶν καὶ ἐν γένει παρὰ παντὸς μὴ ὑποκειμένου εἰς τὸν φόρον ἐπιτηδεύματος, οἱ ἀγοράζοντες ταῦτα ἐπιτηδευματίαι ὑποχρεοῦνται νὰ ἐκδίδωσι διὰ χρήσεως καρμπὸν τριπλότυπον τοὐλάχιστον τιμολόγιον ἀγορᾶς εἰς ὃ θὰ ἀναγράφωσι τὸ ὀνοματεπώνυμον, ἐπάγγελμα καὶ διεύθυνσιν τοῦ πωλητοῦ τὸ εἶδος, τὴν ποιότητα, ποσότητα καὶ ἀξίαν τοῦ ἀγορασθέντος ἀγαθοῦ καὶ τὴν ἡμέραν τῆς ἀγορᾶς. Ἐπὶ ἀγορᾶς κατ' ἀποκοπὴν τῶν καρπῶν ὡρισμένου κτήματος εἰς τὸ τιμολόγιον ἀγορᾶς ἀναγράφεται μόνον τὸ ἑκάστοτε καταβαλλόμενον εἰς τὸν πωλητὴν ποσὸν τῶν δραχμῶν. Τὸ τιμολόγιον θὰ ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ πωλητοῦ εἰς ὅλα τὰ ἀντίτυπά του.

Τὸ ἓν ἀντίτυπον τοῦ τιμολογίου ἀγορᾶς παραδίδεται εἰς τὸν πωλητήν, τὸ ἕτερον παραδίδεται ὑπὸ τοῦ ἀγοραστοῦ εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον τῆς περιφερείας του κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παόντος, καὶ τὸ τρίτον παραμένει εἰς τὸν ἀγοραστὴν ὡς δικαιολογητικὸν τῆς ἀγορᾶς.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν δύναται νὰ ὁρίζηται ὅτι δὲν ἀπαιτεῖται ἔκδοσις τιμολογίου ποσκειμένου περὶ ἀγορᾶς ἀγαθῶν ἀξίας μέχρι ὡρισμένου ποσοῦ δι' ἑκάστην συναλλαγήν.

Δι' ὁμοίων ἀποσάσεων καθορίζεται ὁ χρόνος τῆς ἐνάξεως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου εἴτε καθ' ἅπασαν τὴν Χώραν εἴτε καθ' ὡρισμένας περιφερείας.

Ἄρθρον 4.

1 Ὁ Οἰκονομικὸς Ἔφορος δικαιοῦται ὅπως ζητῇ ἐκ μιᾶς ἢ πλειόνων ἐπιχειρήσεων ἐξ ἑκάστου ἐπαγγέλματος τὴν συμπλήρωσιν, ὑπογραφὴν καὶ ἀποστολὴν εἰς αὐτὸν δελτίου πραγματοποιουμένων τιμῶν χονδρικῆς πωλήσεως τῶν ἀγαθῶν των.

2. Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου ἐφαρμόζονται ἀναλόγως καὶ ἐπὶ τῶν ἐπιχειρήσεων λιανικῆς πωλήσεως, διὰ τὰς τιμὰς εἰς ἃς πραγματοποιοῦνται αἱ πωλήσεις ἀγαθῶν πρὸς τὸ καταναλωτικὸν κοινόν.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ ὑποκείμενοι εἰς τὸν φόρον ἐπιτηδεύματος ἢ Δ' Κατηγορίας τοῦ Κώδικος φορολογίας τῶν καθαρῶν προσόδων ὡς καὶ τὰ νομικὰ πρόσωπα δημοσίου δικαίου, ὀργανισμοὶ κλπ. ὑποχρεοῦνται ὅπως ὁμοῦ μετὰ τῆς δηλώσεως ΣΤ' Κατηγορίας τῶν καθαρῶν προσόδων ὑποβάλλωσιν εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον καὶ κατάστασιν ἐμφαίνουσαν τὸ ὀνοματεπώνυμον, ἐπάγγελμα, διεύθυνσιν καὶ τὸ ποσὸν τῶν ἀμοιβῶν, τὸ ὁποῖον κατεβλήθη εἰς ἰατρούς, δικηγόρους, μηχανικούς, χημικούς, ἐμπορικοὺς ἀντιπροσώπους, παραγγελιοδόχους καὶ ἐν γένει πάντα τρίτον, μὴ ὄντα ὑπάλληλον ἢ ἐργάτην τῶν ἐπιχειρήσεων.

2. Αἱ ἀνώνυμοι ἡμεδαπαὶ ἑταιρίαι ὑποχρεοῦνται ὅπως ὑποβάλλωσι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον καὶ κατάστασιν ἐμφαίνουσαν τὸ ὀνοματεπώνυμον, ἐπάγγελμα καὶ διεύθυνσιν τῶν μετόχων, εἰς οὓς κατεβλήθη μέρισμα ἀπὸ 1 Ἰουλίου 1948 καὶ ἐφεξῆς, εὐθυνόμεναι διὰ τὴν ἀκρίβειαν τῶν παρεχομένων στοιχείων.

Ἄρθρον 6.

1. Αἱ δημόσιαι ὑπηρεσίαι, τὰ νομικὰ πρόσωπα δημοσίου δικαίου καὶ ἐν γένει πᾶν νομικὸν ἢ φυσικὸν πρόσωπον ὑποχρεοῦνται, ἐπὶ τῇ αἰτήσει τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐφόρου, ὅπως ἀποστέλλωσιν εἰς αὐτὸν ἐντὸς δεκαημέρου τὸ βραδύτερον

τὰ στοιχεῖα καὶ τὰς πληροφορίας τὰς ὁποίας διαθέτουσι περὶ τῶν προσόδων καὶ τῶν συναλλαγῶν ἐν γένει παντὸς τρίτου.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν δύνανται νὰ καθιεροῦνται ὑπεχρεώσεις ὅλων ἢ τινῶν ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ 1 προσώπων πρὸς ἀποστολὴν οἰκοθεν εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον τῶν στοιχείων καὶ πληροφοριῶν τὰς ὁποίας κατέχουσι.

Ἄρθρον 7.

1. Διὰ Β. Διαταγμάτων, ἐκδιδομένων ἐπὶ τῇ προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, δύναται νὰ ὁρίζηται ὅτι κατὰ τὸν προσδιορισμὸν τῶν εἰς φόρον ὑποκειμένων κερδῶν τῶν ὑποχρέων δὲν ἀναγνωρίζονται πρὸς ἔκπτωσιν αἱ πληρωμαὶ διὰ τὴν ἀγορὰν ἀγαθῶν διὰ μισθούς, ἡμερομίσθια τόκους, ἐνοίκια, ἔξοδα βιομηχανοποιήσεως καὶ ἐν γένει λοιπὰ πάσης φύσεως ἔξοδα ἢ πληρωμάς, ἐφ' ὅσον αὗται ὑπερβαίνουσαι τὸ ὑπὸ τῶν αὐτῶν Β. Διαταγμάτων ὁριζόμενον ποσὸν δὲν ἐνηργήθησαν δι' ἐπιταγῆς.

2. Προκειμένου τοῦ καθορισμοῦ τῶν ἀποτελεσμάτων τῆς ἐπιχειρήσεως τὰ ἀπὸ 1 Ὀκτωβρίου 1948 καὶ ἐφεξῆς διατιθέμενα χονδρικῶς ἀγαθὰ αὐτῆς διὰ τὰ ὁποῖα α) δὲν ἐξεδόθη τιμολόγιον χονδρικῆς πωλήσεως καὶ β) εἰς τὸ ἐκδοθὲν τιμολόγιον δὲν ἀναγράφεται τὸ ἀληθὲς ὀνοματεπώνυμον, διεύθυνσις καὶ ἐπάγγελμα τοῦ ἀγοραστοῦ λογίζονται κατ' ἀμάχητον τεκμήριον ὡς πωληθέντα λιανικῶς καὶ ὑπολογίζονται, διὰ τὴν ἐξεύρεσιν τῶν ἀκαθαρίστων ἐσόδων της μὲ τὰς ὑφισταμένας ἑκάστοτε τιμὰς λιανικῆς πωλήσεως.

3. Ἐὰν διὰ τὰ εἴδη τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος δὲν ἐκδοθῇ τιμολόγιον ὡς καὶ ἐὰν εἰς τὸ ἐκδοθὲν τιμολόγιον δὲν ἀναγράφεται τὸ ἀληθὲς ὀνοματεπώνυμον καὶ ἡ διεύθυνσις τοῦ πωλητοῦ, ἡ ἀκριβὴς ποσότης τοῦ ἀγαθοῦ καὶ τὸ ἀληθὲς ἀντίτιμον ἀγορᾶς του, λογίζονται ταῦτα διὰ τὴν ἐπιβολὴν τῶν φορολογιῶν ἐπὶ τῶν κερδῶν τῶν ἐπιχειρήσεων, ὡς ἀγορασθέντα κατ' ἀμάχητον τεκμήριον μὲ τὴν μικροτέραν τιμήν, ἥτις ἐσημειώθη καθ' ὅλον τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος τῆς ἀγορᾶς των.

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ ὑποκείμενα εἰς τὸν φόρον ἐπιτηδεύματος, οἱ ὁμόρρυθμοι ἑταῖροι τῶν ὁμορρύθμων καὶ ἑτερορρύθμων ἑταιριῶν, οἱ διοικητικοὶ σύμβουλοι τῶν ἀνωνύμων ἑταιριῶν, οἱ διευθυνταί, προϊστάμενοι τμημάτων, γραφείων, ἀποθηκῶν κλπ. καὶ λοιποὶ ἁρμόδιοι τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν πάσης φύσεως ὀργανισμῶν ἠθικῶν προσώπων καὶ ἐπιχειρήσεων ἐξαιρέσει τῶν δημοσίων ὑπηρεσιῶν ἀρνούμενοι, δυστροποῦντες ἢ ἀμελοῦντες νὰ διευκολύνωσι τὴν ἐξέλεγξιν καὶ παράδοσιν ἢ ἐμπρόθεσμον ἀποστολὴν τῶν ὑπὸ τοῦ παρόντος προβλεπομένων στοιχείων ἢ παρέχοντες τὰ στοιχεῖα ταῦτα πλημμελῶς ἢ ἐσφαλμένως, ἀνεξαρτήτως πάσης ἄλλης εὐθύνης των κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις, τιμωροῦνται διὰ προστίμου μέχρι εἴκοσι πέντε ἑκατομμυρίων δραχμῶν, οὐχὶ δὲ ἐλάσσονος τῶν δραχμῶν πεντακοσίων χιλιάδων. Ἐν ὑποτροπῇ τὰ ἀνωτέρω ὅρια τῶν προστίμων τριπλασιάζονται.

Τὸ πρόστιμον ἐπιβάλλεται δι' αἰτιολογημένης ἀποφάσεως τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐφόρου, καθ' ἧς ἐπιτρέπεται ἔνστασις, ἐφαρμοζομένων κατ' ἀναλογίαν τῶν διατάξεων τῶν διεπουσῶν τὸ φόρον Δ' κατηγορίας τοῦ Κώδικος φορολογίας τῶν καθαρῶν προσόδων.

2. Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου ἐφαρμόζονται ἀναλόγως καὶ ἐπὶ παντὸς παραβάτου τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Νόμου.

Ἐν ὑποτροπῇ τοῦ ὑποχρέου τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος, αἰτήσει τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐφόρου, ἀφαιρεῖται ὑποχρεωτικῶς ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας Ὑπηρεσίας ἡ ἄδεια κυκλοφορίας τοῦ αὐτοκινήτου διὰ χρονικὸν διάστημα οὐχὶ μικρότερον τῶν 15 ἡμερῶν οὐδὲ μεγαλύτερον τοῦ ἑνὸς ἔτους.

3. Ἐπὶ δημοσίων ὑπηρεσιῶν, οἱ ἐκ τῶν ἁρμοδίων ἀρνούμενοι, δυστροποῦντες ἢ ἀμελοῦντες νὰ διευκολύνωσι τὴν ἐξέλεγξιν καὶ παράδοσιν ἢ ἀποστολὴν αὐτῶν στοιχείων ἢ παρέχοντες τὰ στοιχεῖα ταῦτα πλημμελῶς ἢ ἐσφαλμένως, διώκονται ἐπὶ τῷ λόγῳ τούτῳ πειθαρχικῶς ἐπὶ τῇ αἰτήσει τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐφόρου. Ἡ πειθαρχικὴ ἀγωγὴ ἀσκεῖται, ἐκ μέρους τῆς Προϊσταμένης αὐτῶν Ἀρχῆς ὑποχρεωτικῶς.

4. Οἱ λαμβάνοντες γνῶσιν ἐπαγγελματικοῦ μυστικοῦ, ἐκ τῶν συγκεντρουμένων φορολογικῶν στοιχείων, ὑποχρεοῦνται εἰς τήρησιν αὐτοῦ, ὑποκείμενοι, ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει, εἰς τὰς ποινὰς τὰς προβλεπομένας διὰ τοῦ ἄρθρου 452 καὶ ἑπόμενα τοῦ Ποινικοῦ Νόμου.

Ἄρθρον 9.

1. Εἰς πόλεις ἔνθα ὑπάρχουσι πλείονες Οἰκονομικοὶ Ἔφοροι δύναται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν νὰ ὁρίζηται εἷς ἐκ τούτων ὡς ἁρμόδιος διὰ τὴν συγκέντρωσιν τῶν φορολογικῶν στοιχείων ἢ νὰ ἀνατίθηται ἡ ἐργασία αὕτη εἰς Οἰκονομικὸν Ἔφορον συγκεντρώσεως φορολογικῶν στοιχείων.

2. Ὁ Οἰκονομικὸς Ἔφορος συγκεντρώσεως φορολογικῶν στοιχείων ἔχει τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας ἔχει ὁ Οἰκονομικὸς Ἔφορος ὁ ἁρμόδιος διὰ τὴν ἐπιβολὴν τῆς φορολογίας εἰς βάρος τοῦ εἰς αὐτὴν ὑποκειμένου.

Ἄρθρον 10.

1. Διὰ Β. Δ. ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, δύναται νὰ τροποποιῶνται καὶ νὰ καθορίζωνται, κατὰ τρόπον διάφορον τοῦ κρατοῦντος, τὰ στοιχεῖα, τὰ ἔγγραφα καὶ ἐν γένει τὸ σύστημα τῆς βεβαιώσεως καὶ εἰσπράξεως τῶν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου φόρων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ἁπλουστεύσεως καὶ βελτιώσεως τῆς τεχνικῆς τῆς βεβαιώσεως κλπ.

2. Διὰ Β. Δ. ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ τοῦ ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ δύναται νὰ τροποποιῶνται καὶ νὰ καθορίζωνται, κατὰ τρόπον διάφορον τοῦ κρατοῦντος, τὰ στοιχεῖα, τὰ ἔγγραφα καὶ ἐν γένει τὸ σύστημα τῆς βεβαιώσεως καὶ εἰσπράξεως τῶν ὑπὲρ τρίτων φόρων ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ἁπλουστεύσεως καὶ βελτιώσεως τῆς τεχνικῆς τῆς βεβαιώσεως κλπ.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ τήρησις τῶν βιβλίων καὶ στοιχείων περὶ ὧν προβλέπουσιν αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 2 καὶ 3 τοῦ Ν. Διατάγματος 578)1948 ὑπὸ τῶν ὑποχρέων τῆς πρώτης καὶ τῆς δευτέρας κατηγορίας ἄρχεται ἀπὸ 1 Ὀκτωβρίου 1948.

2. Οἱ ὑπόχρεοι τῆς δευτέρας, τρίτης καὶ τετάρτης κατηγορίας, οἵτινες τὸ πρῶτον ἤρχισαν τηροῦντες βιβλία ἐντὸς τοῦ ἔτους 1948 ὑποχρεοῦνται ὅπως ἐνεργήσωσιν ἀπογραφὴν τῆς ἐπαγγελματικῆς των περιουσίας, τῆς ὑπαρχούσης κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἐνάρξεως τῆς τηρήσεως τῶν βιβλίων.

Οἱ ὑπόχρεοι οἱ μὴ ἐνεργήσαντες ἀπογραφὴν ἐνάρξεως δύνανται νὰ ἐνεργήσωσι ταύτην τὸ βραδύτερον μέχρι τῆς 31 Ὀκτωβρίου 1948.

3. Οἱ ἐπιτηδευματίαι ἐν γένει οἱ διαθέτοντες χονδρικῶς τὰ εἴδη των ὑποχρεοῦνται ὅπως μέχρι 31 Ὀκτωβρίου 1948 τὸ βραδύτερον ἐγχειρίσωσιν, ἐπὶ ἀποδείξει, εἰς τὸν Οἰκονομικὸν Ἔφορον τῆς περιφερείας εἰς τὴν ὁποίαν κεῖται τὸ κατάστημα ἐξ οὗ ἐνεργοῦνται αἱ πωλήσεις τῶν ἀγαθῶν, σχετικὴν δήλωσιν εἰς ἣν θὰ ἀναφερθῇ καὶ ἂν μέρος τῶν ἀγαθῶν πωλῆται συγχρόνως λιανικῶς καὶ χονδρικῶς ἢ ἂν ὡρισμένα ἀγαθὰ πωλῶνται ὑπ' αὐτῶν μόνον λιανικῶς.

Αί διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 7 ἐφαρμόζονται, δι' ὅλα τὰ ὑπ' αὐτῶν διαπιθέμενα ἀγαθά, καὶ ἐπὶ τῶν ἐπιχειρήσεων αἵτινες παρέλειψαν τὴν ἐπίδοσιν τῆς δηλώσεως τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἄρθρον 12.

1. Ὁ Ὑπουργὸς τῶν Οἰκονομικῶν ἐγκρίνει καὶ ἐντέλλεται πᾶσαν δαπάνην ἀναγκαίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος, καταλογιζομένην εἰς τὰ ἔξοδα βεβαιώσεως τῶν ἀμέσων φόρων.

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως πλὴν τῶν διατάξεων δι' ἃς ἄλλως ὥρισται ἐν αὐτῷ, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, Γ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, Κ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Μ. ΑΙΛΙΑΝΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 811.

Περὶ παρατάσεως τῆς λειτουργίας τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 22ας Σεπτεμβρίου 1948 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ παρατάσεως τῆς λειτουργίας τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ διάρκεια τῆς λειτουργίας τῆς κατὰ τὸν Ἀν. Νόμον 1015)1946 καὶ τὸ Ν. Διάταγμα 659)1948 Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς παρατείνεται ἐπὶ ἓν ἔτος ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1948, παρατεινομένης κατ' ἴσον χρόνον τῆς θητείας τῶν μελῶν ταύτης καὶ κυρουμένης τῆς ὑπ' ἀριθ. 620 ἀπὸ 30 Ἰουνίου 1948 σχετικῆς πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν εἰς τὴν Βουλὴν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν τῆς Βουλῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΙΩΑΝΝ. ΠΟΛΙΤΗΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Α. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΗΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΚΙΖΑΝΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΑΝΑΣΤ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ, ΚΩΝ. ΚΟΡΟΖΟΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)